**[66:C:2]**

**Affidavit**

[*no du dossier de la cour*]

COUR DIVISIONNAIRE

[*intitulé de l'instance*]

AFFIDAVIT DE [*nom*]

Je soussigné, [*nom*], de la/du [*cité, ville, etc.*] de ..., dans le/la [*comté, municipalité régionale, etc.*] de ..., agent de police, DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Je suis membre du corps de police de la ville de ... et président de l'Association des policiers [*nom*] (ci-après «l'Association»). Ce corps de police comprend 61 membres, à l'exclusion de son chef et de son chef adjoint.

2. Les autres requérants sont des agents de police qui occupent les postes suivants au bureau de l'Association :

[*nom*], premier vice-président

[*nom*], deuxième vice-président

[*nom*], secrétaire

[*nom*], trésorier

3. L'intimée est la Commission de police de la ville de ..., qui a été établie en application de la *Loi sur les services policiers*, L.R.O. 1990, chap. P.15.

4. Vers le [*date*], par suite d'une demande écrite de l'Association, l'intimée et l'Association ont entamé des négociations afin de conclure une convention fixant la rémunération et les autres conditions de travail qui seraient offertes par l'intimée aux membres de l'Association.

5. Les parties n'ayant pu conclure de convention, le [*date*], le comité de négociation de l'Association a demandé aux parties, par avis écrit, que toutes les questions en litige soient renvoyées à un conseil d'arbitrage.

6. En application de la *Loi sur les services policiers*, l'Association, dans une lettre datée du [*date*], a nommé [*nom*], et l'intimée, dans une lettre datée du [*date*], a nommé [*nom*], comme leurs représentants respectifs au conseil d'arbitrage.

7. Les deux membres du conseil d'arbitrage nommés par les parties ayant fait défaut de s'entendre sur le choix d'un troisième membre, le procureur général, après avoir reçu un avis écrit de [*nom*] de ce défaut, a nommé Monsieur le [*ou* Madame la] juge [*nom*] à titre de troisième arbitre et de président [*ou* présidente] du conseil d'arbitrage. Est jointe comme pièce «A», une copie de la lettre datée du [*date*] que le président de la Commission de police de [*nom*] a envoyée à [*nom*] afin de l'informer de la nomination.

8. Est jointe comme pièce «B», une copie de la lettre datée du [*date*] que [*nom*], le secrétaire du [*ou* de la] juge, a fait parvenir à [*nom*]. J'ai reçu copie de cette lettre.

9. Le [*date*], j'ai répondu à la lettre du secrétaire du [*ou* de la] juge. Une copie de ma réponse est jointe comme pièce «C».

10. Le [*date*], [*nom*], le secrétaire de Monsieur le [*ou* Madame la] juge, m'a téléphoné pour demander que l'Association énonce expressément les objections qu'elle avait à ce que Monsieur le [*ou* Madame la] juge [*nom*] siège comme président [*ou* présidente] du conseil d'arbitrage. Est jointe comme pièce «D» une copie du télégramme que j'ai envoyé à [*nom*] le [*date*]. Une copie de ce télégramme a été adressée au procureur général de l'Ontario.

11. Une copie d'une lettre datée du [*date*] que j'ai reçue du procureur général est jointe comme pièce «E».

12. Le [*date*], [*nom*], le secrétaire du [de la] juge, m'a avisé que Monsieur le [*ou* Madame la] juge enjoignait à toutes les parties de se présenter devant le conseil d'arbitrage le [*date*]. Est jointe comme pièce «F» une copie du télégramme en date du [*date*] de [*nom*], le secrétaire du [*ou* de la] juge.

13. Le [*date*], j'ai comparu devant le conseil d'arbitrage présidé par Monsieur le [*ou* Madame la] juge [*nom*]; [*nom*] y représentait l'intimée.

14. À l'audience, Monsieur le [*ou* Madame la] juge [*nom*] m'a indiqué : «Vous pouvez maintenant présenter vos observations». J'ai donc lu la déclaration dont une copie est jointe comme pièce «G». Les faits énoncés dans la déclaration sont exacts.

15. Après la lecture de la déclaration, Monsieur le [*ou* Madame la] juge [*nom*] a demandé à [*nom*] de présenter ses observations, ce que [*nom*] a fait. Essentiellement, les observations de [*nom*] voulaient que Monsieur le [*ou* Madame la] juge [*nom*] ait été régulièrement nommé par le procureur général et que les juges fussent impartiaux et tout à fait intègres. Monsieur le [*ou* Madame la] juge [*nom*] a alors déclaré que l'Association devrait présenter une requête au tribunal et il [*ou* elle] a ajouté : «Je ne peux être juge et partie». Il [*ou* elle] a encore ajouté : «La requête de l'Association des policiers [*nom*] est accueillie sur consentement et la présente audience est ajournée au [*date*], à [*heure*], afin de permettre à l'Association des policiers [*nom*] de demander par voie de requête à la Cour de l'Ontario (Division générale) une ordonnance m'interdisant de continuer de siéger en qualité de membre du présent conseil.»

16. Après une suspension d'audience de cinq minutes, la question a été ajournée au [*date*].

17. Ni le [*ou* la] juge [*nom*] ni [*nom*] n'ont nié ou mis en litige ma déclaration selon laquelle le [*ou* la] juge [*nom*] était membre des commissions et de l'Association mentionnées dans la déclaration.

18. La présente requête est déposée par les autres requérants et par moi-même en notre propre nom et au nom des autres membres de l'Association des policiers [*nom*], avec leur autorisation.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.